

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/ADP/N/1/ARG/1/Suppl.6
G/SCM/N/1/ARG/1/Suppl.6
3 mai 2002
(02-2521)

Comité des pratiques antidumping
Comité des subventions et des
mesures compensatoires

Original: espagnol

NOTIFICATION DES LOIS ET RÉGLEMENTATIONS AU TITRE DE L'ARTICLE 18.5 ET DE L'ARTICLE 32.6 DES ACCORDS

ARGENTINE

Supplément

La Mission permanente de l'Argentine a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 26 mars 2002.

Conformément aux dispositions de l'article 18.5 de l'Accord sur la mise en œuvre de l'article VI du GATT de 1994 et de l'article 25.12 de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires, j'ai l'honneur de notifier au Comité des pratiques antidumping et au Comité des subventions et des mesures compensatoires le Décret n° 421/2002 du 5 mars 2002, publié au Journal officiel le 8 mars 2002, qui remplace l'article 71 du Décret n° 1088/2001, dont l'entrée en vigueur est prévue 15 jours après l'adoption des dispositions complémentaires requises pour sa mise en œuvre. En outre, la date d'entrée en vigueur du Décret n° 421/2002 a été fixée au 1^{er} janvier 2002.

COMMERCE EXTÉRIEUR

Décret n° 421/2002

Portant modification du Décret n° 1088/2001, relatif à l'accélération de la procédure relative aux enquêtes sur des pratiques commerciales déloyales.

Buenos Aires, le 5 mars 2002

VU le dossier n° 061-016936/2001 du Registre de l'ancien MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, la Loi n° 24.425 et le Décret n° 1088 du 28 août 2001,

CONSIDÉRANT:

que l'Acte final reprenant les résultats des négociations commerciales multilatérales du Cycle d'Uruguay, les décisions, les déclarations et les mémorandums d'accord approuvés par les Ministres ainsi que l'Accord de Marrakech instituant l'ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE (OMC) ont été approuvés en vertu de la Loi n° 24.425;

qu'en outre, l'Annexe 1.A de l'Accord de Marrakech susmentionné contient l'Accord sur la mise en œuvre de l'article VI de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT) et l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires;

que le Décret n° 1088 du 28 août 2001 a été promulgué en vue d'accélérer la procédure relative aux enquêtes sur des pratiques commerciales déloyales;

que conformément aux dispositions de l'article 74 dudit décret, il conviendra d'adopter les dispositions complémentaires requises pour sa mise en œuvre;

que la date d'entrée en vigueur de l'article 71 du Décret n° 1088/2001 a été fixée au 1^{er} janvier 2002;

que faute d'approbation des formulaires de demande d'ouverture d'enquête et des questionnaires relatifs, le Décret susmentionné n'a pu être mis en œuvre à la date prévue à cet effet;

que, compte tenu de ce qui précède, il convient de remplacer l'article 71 du Décret n° 1088/2001 afin de proroger la date fixée pour son entrée en vigueur;

que la DIRECTION GÉNÉRALE DES AFFAIRES JURIDIQUES du MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE s'est acquittée des fonctions qui relèvent de sa compétence;

que le POUVOIR EXÉCUTIF NATIONAL est habilité à promulguer le présent acte en application des dispositions du paragraphe 2 de l'article 99 de la CONSTITUTION NATIONALE;

LE PRÉSIDENT DE LA NATION ARGENTINE

DÉCRÈTE:

Article premier - L'article 71 du Décret n° 1088/2001 est remplacé par ce qui suit:

"ARTICLE 71 - Le présent Décret entre en vigueur QUINZE (15) jours après l'adoption des dispositions complémentaires requises pour sa mise en œuvre et s'applique aux enquêtes et aux

examens de mesures existantes entrepris à la suite de demandes déposées après la date de son entrée en vigueur.

Les enquêtes ouvertes au titre du Décret n° 1326/98 sont régies par les dispositions dudit décret jusqu'à leur conclusion, si ce n'est que le montant du droit est fixé de manière rétrospective.

Si une période annuelle d'application d'un droit définitif se termine après l'entrée en vigueur du présent Décret, à la demande d'une partie, le montant du droit est fixé de manière rétrospective pour la période annuelle suivante."

Article 2 - La date d'entrée en vigueur du présent Décret est fixée au 1^{er} janvier 2002.

Article 3 - Pour communication, publication et transmission à la Direction nationale du registre officiel et archivage.

DUHALDE - Jorge M. Capitanich - José I. de Mendiguren.
